

## Note conceptuelle : Réalités dérangeantes - Une évaluation des contributions néerlandaises à la stabilité, à la sécurité et à l'État de droit dans des contextes fragiles et touchés par des conflits

La plateforme de connaissances Sécurité et État de droit (KPSRL) et le département indépendant d'évaluation des politiques et des opérations (IOB) du ministère néerlandais des Affaires étrangères organisent conjointement une discussion en ligne le jeudi 28 septembre (13:00 - 15:00 CEST). Au cours de cette session, nous analyserons le rapport récemment publié par l'IOB intitulé " Réalités dérangeantes : Une évaluation des contributions néerlandaises à la stabilité, à la sécurité et à l'état de droit dans des contextes fragiles et affectés par des conflits" avec un public international.

Les objectifs de la session sont les suivants :

- Comprendre les arguments clés et les recommandations du rapport de l'IOB ;
- Offrir un espace aux partenaires internationaux pour qu'ils puissent réfléchir et échanger sur ces conclusions ;
- Identifier des pistes pour recadrer de manière plus réaliste la coopération au développement dans les pays fragiles et touchés par des conflits, en accordant une attention particulière à la stabilisation, à la sécurité et à l'État de droit.

### Agenda

13:00 – 13:05	Mot de Bienvenue	KPSRL - Christian Kuitert
13:05 – 13:30	Principales conclusions & recommandations du rapport.	Rens Willems-IOB
13:30 – 13:35	Première intervention	Kadiatou Yacouba Keita – International Alert Mali
13:35 – 13:40	Première intervention	David Deng – International Growth Center
13:40 – 13:45	Première intervention	À confirmer
13:50 – 14:40	Discussion plénière	Audience, IOB, panelistes
14:40 – 14:50	Réflexion finale & conclusions clés de la discussion.	Nathalie Olijslager-MFA
14:50 – 15:00	Mot de clôture	Christian Kuitert-KPSRL

## Contexte

Le 28 août, l'IIOB a lancé un rapport d'évaluation qui couvre les efforts néerlandais en matière de coopération au développement entre 2015 et 2022 dans les zones fragiles et touchées par un conflit (FCAS), en particulier au Mali, au Sud-Soudan et en Afghanistan. Ces efforts varient entre des interventions axées sur la défense, le développement et le commerce.

Le rapport décrit les résultats au niveau local et technique. Cependant, il n'y a guère de preuves que, dans le cadre de ces programmes, ces résultats "remontent" ou se traduisent par une cohésion horizontale (entre les groupes) ou verticale (entre l'État et la société). Entre-temps, les ambitions de ces efforts de stabilisation se sont situées au niveau, par exemple, du changement institutionnel - une barre haute pour un modeste contributeur comme les Pays-Bas, en particulier dans les pays en proie au conflit et à la fragilité où il est encore plus difficile de "contrôler" des situations en constante évolution et où les tendances au recul démocratique sont permanentes.

D'un point de vue plus technique, la stabilisation se situe exactement entre l'aide humanitaire et le développement, mais le lien avec ces secteurs est étroit. Le rôle prépondérant de la défense et de la sécurité dans de nombreux contextes de stabilisation, qui peut être en contradiction avec des investissements durables à long terme dans le contrat social, ajoute à la complexité de la situation. Si l'on ajoute à cela un manque récurrent de sensibilité aux conflits, on peut imaginer les défis à relever pour obtenir des résultats durables et systémiques.

Dans cette session, nous discuterons donc de ce que nous considérons comme des résultats réalistes et souhaitables dans le FCAS, ainsi que de la manière de faire de nos ambitions relatives à la cohérence des politiques et à un appui adaptatif, une réalité dans les contributions néerlandaises à la stabilisation.